

Suisse-Turquie: ***un partenariat complémentaire*** dans une période d'incertitude mondiale

11.05.2026

D'un coup d'oeil

- economiesuisse a participé, avec une délégation économique suisse, à la commission économique mixte Suisse-Turquie à Istanbul
- Dans un contexte géopolitique incertain, des relations économiques stables et la diversification des marchés gagnent en importance
- La Turquie est la 17^e plus grande économie mondiale et offre aux entreprises suisses des opportunités de taille, malgré une inflation élevée et des conditions-cadre difficiles

Le 8 mai 2026, economiesuisse a participé, aux côtés de représentants des milieux économiques suisses, à la 12^e réunion de la commission économique mixte Suisse-Turquie à Istanbul. La réunion était présidée, côté suisse, par l'ambassadrice Andrea Rauber Saxer, responsable des Relations économiques bilatérales au SECO, et, côté turc, par Hüsnü Dilemre, directeur général Accords internationaux et affaires européennes au ministère turc du Commerce.

Intensifier les relations économiques

La réunion de la commission économique mixte s'est déroulée dans un contexte économique et géopolitique difficile. Des tendances protectionnistes, des conflits régionaux et la hausse des prix de l'énergie accentuent la pression sur les économies ouvertes. Des partenariats fiables sont d'autant plus importants dans ces conditions. La Turquie développe ses relations internationales, notamment avec les pays du Golfe, le Royaume-Uni, l'Indonésie et le Japon. Pour la Suisse aussi, il est déterminant de se diversifier.

L'accord de libre-échange conclu en 1992 entre l'AELE et la Turquie, modernisé en 2021, constitue un fondement essentiel des relations économiques bilatérales. Il s'agissait du premier accord de libre-échange conclu par la Turquie.

Un marché stratégique avec du potentiel à long terme

Pour les entreprises suisses, la Turquie est un marché stratégiquement important: 17^e économie mondiale, elle est aussi membre du G20. La Turquie dispose d'un vaste marché intérieur, situé à mi-chemin entre l'Europe, l'Asie et le Moyen-Orient, ce qui en fait un pôle régional majeur pour la production, le commerce et les investissements.

À cela s'ajoute la position forte des entreprises turques dans le secteur EPC (ingénierie, approvisionnement et construction). La Turquie figure en effet, après la Chine, parmi les principaux pays d'origine d'entreprises actives à l'échelle internationale, ce qui accentue son importance pour les grands projets d'infrastructure.

D'autres opportunités s'offrent aux entreprises suisses, notamment dans les domaines de la numérisation, de la santé, des services financiers et du commerce régional. Quelque 350 entreprises suisses sont actuellement implantées en Turquie, parmi lesquelles Roche, Nestlé, Geberit, Weidmann, ABB, Mettler Toledo ou Ammann. En 2024, la Suisse était le sixième investisseur étranger en Turquie et les entreprises suisses y ont créé quelque 20 000 emplois.

Des opportunités malgré des défis structurels

Malgré ce potentiel de taille, le contexte reste difficile: le niveau élevé de l'inflation complique la planification à long terme. Par ailleurs, la Turquie affiche toujours un faible taux d'investissements directs étrangers et les investissements dans la recherche-développement restent limités. Cela se traduit par un volume d'exportations de biens de haute qualité relativement faible. Le gouvernement turc a identifié ces défis. Le président Erdoğan a récemment annoncé un vaste programme visant à accroître les incitations à investir.

D'autres obstacles subsistent en matière de transparence réglementaire, de procédures d'autorisation et d'obstacles non tarifaires au commerce. Des procédures douanières simplifiées et un alignement accru sur des normes internationales pourraient donner une nouvelle impulsion aux relations économiques.

Un dialogue constructif dans le secteur pharmaceutique

Lors de la réunion de la commission économique mixte, une attention particulière a été accordée au secteur pharmaceutique. Les entreprises suisses concernées sont confrontées à une politique tarifaire difficile en Turquie, notamment en raison du mécanisme de change obsolète appliqué aux prix des médicaments. Cela complique la mise en place de conditions de marché durables pour les médicaments innovants.

Dès lors, il est encourageant que la partie turque se soit engagée, lors de la réunion, à se saisir activement de ce problème en association avec tous les acteurs concernés. L'objectif est d'instaurer un dialogue constructif sur

les mécanismes de fixation des prix afin de renforcer durablement la sécurité d'approvisionnement dans le secteur médical en Turquie.

Luc Schnurrenberger

Responsable suppléant du département Économie extérieure

Arnaud Midez

Responsable de projets Économie extérieure

© economiesuisse | www.economiesuisse.ch
